



Secrétariat National du SNPES-PJJ/FSU

Adresse : 54 Rue de l'Arbre Sec, 75001 Paris

Téléphone : 01 42 60 11 49

Mail : snpes.pjj.fsu@mailo.com

Paris, le 6 avril 2022

En lutte contre l'extrême droite et à ses idées !

Par ce que le Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social à la Protection Judiciaire de la Jeunesse (SNPES-PJJ/FSU) revendique, les valeurs qu'il porte, les luttes qu'il mène historiquement, nous appelons à faire barrage aux partis d'extrême-droite.

Ces partis sont un réel danger pour la démocratie. Ils propagent des idées rétrogrades, sexistes et racistes. Leurs programmes reposent principalement sur la haine et la peur de l'autre, en instrumentalisant le thème de l'insécurité et de l'immigration. Les délinquant.e.s de rue et les étranger.ère.s sont pris pour cibles, principalement les jeunes, les gens du voyage et les musulman.e.s.

L'abstention n'étant pas prise en compte dans le système électoral français, nous incitons le plus grand nombre de personnels à aller voter.

Nous rappelons que les politiques ultra-libérales à l'œuvre depuis plusieurs décennies, les crises endogènes et exogènes qu'elles génèrent et qui l'alimentent, sont le terreau de ces idées réactionnaires et participent à leur banalisation.

Nous devons tout faire pour que les revendications du mouvement syndical inscrit dans la lutte des classes que nous incarnons, soient représentées par les forces de gauche en présence.

Quel que soit le résultat de ces élections, nous ne devons pas perdre de vue les élections législatives qui vont suivre et la nécessité d'établir un rapport de force dans la rue entre ces deux échéances électorales pour exiger la justice sociale, une prise de conscience des enjeux écologiques, climatiques et migratoires, la défense d'un service public de qualité, soit une transformation radicale de la société. Il s'agit aussi de lutter contre la poursuite de la casse des conquits sociaux, programmée par la droite, dont le projet de retraite à 65 ans, contre les méfaits du capitalisme, du productivisme, du patriarcat et toutes formes de discriminations.

Dans ce contexte, nous serons dans la rue le 1^{er} mai, journée internationale des travailleuses et travailleurs, notamment pour continuer à porter nos revendications salariales et peser politiquement en offrant une alternative de transformation sociale. En effet, la hausse du prix des énergies et des matières premières renforcent la nécessité pour nous d'obtenir l'augmentation des minima sociaux, des pensions, la revalorisation des salaires des fonctionnaires, le dégel du point d'indice avec rattrapage depuis 2010, une véritable égalité salariale entre les hommes et les femmes, un plan de titularisation des personnels non titulaires et de meilleures conditions de travail pour toutes et tous.